

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre des Forêts et du Développement rural): Monsieur l'Orateur, il s'agit de sujets que nous sommes actuellement en train d'étudier et, dès que le nouveau ministère sera créé, nous prendrons des décisions à ce sujet.

[Traduction]

M. David MacDonald (Egmont): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministère publiera-t-il aussi tous les nouveaux projets qu'il a élaborés pour divers secteurs de responsabilité, d'après les recommandations de l'Office d'expansion de la région atlantique afin que l'on puisse évaluer comme il convient le travail du nouveau ministère?

[Français]

L'hon. Jean Marchand: Monsieur l'Orateur, ces projets ont déjà été portés à la connaissance du Ministère. Nous allons les étudier et nous déciderons ce qu'il convient d'en faire, dès que le ministère sera créé.

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

ANGUILLA—L'ATTITUDE DU CANADA ENVERS L'INTERVENTION BRITANNIQUE

M. Paul Yewchuk (Athabaska): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Me dira-t-il maintenant, ou plus tard à l'appel des motions, quelle attitude a adoptée le Canada au sujet de l'invasion manifeste de l'île d'Anguilla par la Grande-Bretagne?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, nous n'avons adopté aucune attitude.

L'hon. M. Stanfield: C'est l'attitude habituelle.

L'hon. M. Benson: L'attitude habituelle de l'opposition.

LE CODE CANADIEN DU TRAVAIL (SÉCURITÉ)

LA PROMULGATION DES RÈGLEMENTS POUR LES CHEMINS DE FER

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre du Travail? Jeudi dernier je lui ai demandé s'il pouvait me dire à quelle date on promulguerait les règlements concernant l'industrie des chemins de fer, établis en vertu du Code canadien du travail (sécurité). Comme il n'a pas pu me répondre lundi j'ose croire qu'il peut le faire aujourd'hui.

L'hon. Bryce S. Mackasey (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, j'ignore si la réponse satisfera le député. À la suite de sa question, j'ai demandé au ministre de me fournir un rapport complet. Il est tellement complet qu'il a sept pages et pour en donner lecture je devrais avoir le consentement unanime de la Chambre pour revenir à l'appel des motions. Je puis assurer au député que des progrès rapides sont réalisés dans ce domaine. J'ai demandé à mes fonctionnaires d'envisager l'éventualité d'accroître le personnel pour nous permettre d'accélérer les choses. Nous prévoyons que tous les règlements du Code seront édictés d'ici un an.

[Français]

LES FAILLITES

ON SUGGÈRE D'ÉTABLIR UN RÉGIME D'ASSURANCE À FRAIS PARTAGÉS

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur le président, je désire poser au ministre de la Consommation et des Corporations une question dont je lui ai donné préavis.

Vu que l'augmentation considérable du nombre des faillites dans le secteur commercial entraîne également bon nombre de faillites dans l'industrie, particulièrement la petite et la moyenne, le ministre songerait-il à établir un régime d'assurance à frais partagés semblable à celui de l'assurance-récolte—dans le cas des cultivateurs—pour la protection de l'industrie et celle des gouvernements?

[Traduction]

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Non, monsieur l'Orateur. Un comité consultatif spécial étudie présentement les dispositions de la loi sur la faillite. Je compte recevoir son rapport cette année, après quoi nous présenterons un texte refondu de cette loi. Je doute que le comité recommande la création d'un régime d'assurance-crédance semblable à l'assurance-récolte.

LA PÊCHE

LES PHOQUES—LES RAISONS DE L'ANNULATION DE LA CHASSE

M. David MacDonald (Egmont): J'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Pêcheries. Étant donné les opinions apparemment fort divergentes quant au nombre réel des phoques dans la région septentrionale avoisinant l'île du Prince-Édouard et la perte que subissent les pêcheurs de la région, le ministre serait-il disposé à faire part à la Chambre demain des raisons exactes de l'annulation de la chasse? Pourrait-il aussi informer du nombre réel des phoques dans cette région?